

23 Juin 1994  
FRANCAIS SEULEMENT

**CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT**

Commission permanente de la coopération  
économique entre pays en développement

Groupe intergouvernemental d'experts de  
la coopération économique entre pays  
en développement

Première session

Genève, 27 juin 1994

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**EXAMEN DE L'APPUI INTERNATIONAL A LA CEPD : EXPERIENCE DES PAYS  
DEVELOPPES ET DES PAYS EN DEVELOPPEMENT,  
PROBLEMES ET PERSPECTIVES**

Présenté par Monsieur Gaston ITSITSA  
Secrétaire Exécutif de la FCCAC\*

TD/B/CN.3/GE.1/Misc.3

---

\*La communication ci-jointe est reproduite telle quelle, dans la langue originale.

FÉDÉRATION DES CHAMBRES DE COMMERCE  
DE L'AFRIQUE CENTRALE



*Brazzaville, le .....*

**PROGRAMME DE RENFORCEMENT  
DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE LA  
FEDERATION DES CHAMBRES DE COMMERCE  
DE L'AFRIQUE CENTRALE (FCCAC)**

**Présenté par Monsieur Gaston ITSITSA  
Secrétaire Exécutif de la FCCAC**

***au Groupe intergouvernemental d'experts  
de la coopération économique entre pays en développement***

**Genève 27 juin - 01 juillet 1994**

## CONSTAT

Les mutations en cours dans les pays d'Afrique Centrale ont un caractère fondamental puisqu'elles découlent d'une nouvelle perception de la réalité socio-économique et font apparaître de nouvelles aspirations. Il devient une nécessité vitale pour les pays de la sous-région de créer, d'une façon concertée, des conditions favorables à une croissance durable en harmonie avec leurs spécificités sociales et culturelles. Pour ce faire, la mise en place des facteurs favorisant l'instauration d'une économie d'entreprises doit désormais être considérée comme le défi de la fin du siècle, car c'est par elle que les problèmes complexes de développement comme **la faible espérance de vie, l'atonie industrielle, la stagnation de l'agriculture et le poids déséquilibrant de la dette** trouveront une solution. Cela permettra de garantir l'équilibre politique et d'assurer l'insertion économique et sociale de la jeunesse, seul gage de la paix sociale.

L'entrepreneuriat sous-régionale, le développement de l'esprit d'entreprise et la promotion de l'initiative privée deviennent donc des facteurs déterminants pour la croissance économique et pour la distribution de ses effets. En effet, c'est là le passage obligé pour l'amélioration des conditions de vie de la majorité dans les différents pays de la sous-région. Il est donc impérieux que les barrières à la promotion de l'entreprise privée soient levées. Aussi, les Chambres de Commerce de la sous-région revêtent désormais un caractère stratégique dans l'amorce du processus d'un développement durable, d'autant plus qu'elles ont la vocation d'assurer l'émergence d'entreprises privées saines capables d'assurer la générescence des valeurs ajoutées substantielles, la création d'emplois durables, le transfert de technologie qui est la base de la promotion d'une mentalité propre au développement et la provision à l'Etat, des revenus fiscaux nécessaires pour la mise en place des conditions infrastructurelles du décollage.

Cependant, l'organisation actuelle des Chambres de Commerce dans les Etats, ainsi que le niveau de compétences qu'elles possèdent, restent un handicap qui les empêchent de jouer véritablement les nouveaux rôles qui leur reviennent dans le cadre d'une économie libérale, à savoir :

- ***attirer l'épargne extérieure pour promouvoir le développement du secteur privé national,***
- ***créer les conditions environnementales propices à l'émergence de l'initiative privée,***
- ***pourvoir les entrepreneurs des informations capables d'améliorer la qualité de leurs décisions stratégiques,***
- ***accroître les capacités managérielles des entrepreneurs,***
- ***mettre en oeuvre des stratégies propres à instaurer une culture entrepreneuriale,***
- ***assurer l'adéquation entre les politiques du secteur éducatif d'une part et les besoins en compétences du secteur privé d'autre part...***

La Fédération des Chambres de Commerce de l'Afrique Centrale qui est un organisme inter-régional chargé de la promotion du développement du secteur privé dans la sous-région d'Afrique Centrale, n'a pas pu depuis sa création, formuler un plan d'action qui devait lui permettre de bâtir des stratégies efficaces d'accroissement du rôle du secteur privé dans le développement des Etats membres et des organismes de coopération multilatérale.

C'est pourquoi, alors que c'est à elle qu'échoit la mission de doter les Chambres de Commerce nationales des capacités à jouer les rôles précités, elle a besoin de mettre en oeuvre un plan d'action pertinent.

Elle doit :

- *identifier les stratégies efficaces d'amélioration des capacités institutionnelles des Chambres de Commerce membres,*
- *assurer la réalisation des conditions favorables à la création d'entreprises sous-régionales qui sont la base d'une véritable intégration plus sûre parce qu'à l'abri du micro-nationalisme des Gouvernements,*
- *présenter un programme de renforcement de ses capacités institutionnelles destinées à promouvoir le développement du secteur privé de la sous-région, afin d'atteindre les objectifs ci-après.*

## OBJECTIFS

Le programme de renforcement des capacités institutionnelles de la FCCAC est destiné à promouvoir le développement du secteur privé de la sous-région grâce à :

- *la reformulation de sa mission et la fixation des objectifs cohérents entre eux d'une part et avec la dite mission d'autre part ;*
- *la formulation des stratégies de promotion du développement institutionnel des Chambres nationales ;*
- *l'identification et l'organisation temporelle d'actions efficaces dont l'exécution permettra l'instauration de la culture entrepreneuriale et l'assainissement de l'environnement du secteur privé sous-régional ;*
- *l'évaluation des besoins en ressources pour la mise en oeuvre du plan d'action ;*
- *l'identification des sources innovatrices de financement de ses activités et de celles des Chambres nationales, afin d'éviter de compter sur les Etats ;*

- *la confection d'une structure organisationnelle ainsi que d'un système d'information pour le management de la mise en oeuvre du plan d'action ;*
- *l'identification des stratégies appropriées pour l'intéressement des partenaires nationaux et internationaux potentiels au financement des projets et programmes découlant du plan d'action.*

## **ACTIVITES DU PROGRAMME**

Le programme comprendra les activités suivantes :

- 1. Le diagnostic documentaire des problèmes du secteur privé sous-régional et de ceux des Chambres de Commerce.*
- 2. L'amélioration du diagnostic par l'utilisation des techniques modernes du management.*
- 3. La redéfinition de la mission de la FCCAC et la fixation des objectifs à court, moyen et long terme par la mise en oeuvre des outils de management.*
- 4. La détermination des indicateurs de performance ainsi que des moyens de vérification qui permettront l'évaluation permanente du niveau d'atteinte des objectifs.*
- 5. L'identification des problèmes et des opportunités de performance afin de formuler le plan stratégique.*
- 6. La formulation du plan opérationnel ainsi que des contraintes à sa mise en oeuvre.*
- 7. L'analyse de la sensibilité du plan d'action.*
- 8. Le budget afférent au plan d'action.*
- 9. Le système d'information pour la gestion de la mise en oeuvre du plan d'action.*
- 10. L'identification des sources de financement des activités de la FCCAC.*
- 11. La formulation des stratégies d'exploitation de chaque source de financement.*

## **OUT-PUTS DU PROGRAMME**

Le programme produira les out-puts suivants :

- un diagnostic organisationnel et sectoriel effectué ;
- des objectifs de la FCCAC fixés, des indicateurs de performance identifiés et le niveau optimal de performance déterminé ;
- un plan stratégique formulé ;
- un plan opérationnel formulé ;
- un budget et un calendrier de trésorerie élaborés ;
- des sources de financement et des stratégies de leur exploitation identifiées ;
- une assistance à la défense du plan d'action auprès des Gouvernements et des organismes de coopération pourvue.